

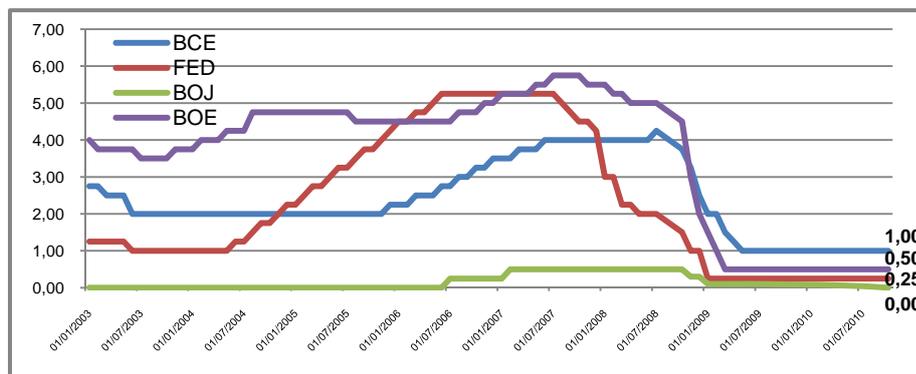
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 13 janvier 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive de l'activité économique, malgré la persistance d'une forte incertitude et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen terme».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 14 décembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs pour un montant de 600 millions de dollars. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,6 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2,5 % en seconde estimation.



PIB

Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les secondes estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,3 % et de 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les résultats détaillés des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,3 % au troisième trimestre 2010 après 0,6 % au deuxième trimestre.

Chômage

Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 698 100 fin novembre 2010, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 21 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 2 % (+ 0,4 % pour les hommes et + 3,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,4 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en novembre 2010, inchangé par rapport à octobre. Il était de 9,9 % en novembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % novembre 2010. Il était de 9,4 % en novembre 2009.

Inflation

Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en novembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2010. Il était de 1,9 % en novembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En novembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 1 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,5 % sur un an en novembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en octobre. En novembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9,1 % et de 14,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial a chuté de 55,4 % en glissement annuel à 1,47 milliard d'euros.

La Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 25 décembre 2010 les taux d'emprunt et de dépôts sur un an de 25 points de base pour les porter respectivement à 5,81 % et 2,75 % afin de lutter contre l'inflation. En novembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,1 % en octobre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,2 % sur les onze premiers mois de l'année. En novembre, le taux d'inflation est estimé à 5,1 %. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 22,9 milliards de dollars.

Informations bancaires

Nouvelles plaquettes tarifaires

En 2011, les banques mettront à la disposition de leurs clients une nouvelle génération de plaquettes tarifaires comprenant un sommaire-type commun à l'ensemble de la profession et un extrait standardisé des tarifs de 10 produits ou services courants. Ces nouvelles présentations des plaquettes tarifaires résultent de l'engagement pris dans le cadre du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) par les représentants des banques françaises le 21 septembre 2010 afin de renforcer la transparence des tarifs bancaires.

Cet engagement s'est traduit par une norme professionnelle de la Fédération bancaire française (FBF) de présentation de ces plaquettes tarifaires. Selon cette norme, l'extrait standardisé comprend les tarifs des services suivants :

- l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur l'Internet,
- le produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS,
- la carte de paiement internationale à débit immédiat,
- la carte de paiement à débit différé,
- la carte de paiement à autorisation systématique,
- le retrait en euros d'un distributeur automatique de billets d'un autre établissement de la zone euro avec une carte de paiement internationale,
- le virement SEPA occasionnel externe de la zone euro,
- les frais de prélèvement,
- la commission d'intervention,
- l'assurance perte ou vol de moyens de paiement

Cette norme s'appliquera aux plaquettes dont les tarifs entreront en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Publications au Journal Officiel de la République

Réforme du crédit à la consommation

1 - Le décret n° 2010-1462 du 30 novembre 2010 fixant les seuils nécessaires à l'application des articles 6 et 11 de la loi 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation a été publié au J.O. du 2 décembre 2010.

Le décret fixe :

- un seuil de 1 000 euros à partir duquel les vendeurs en magasin auront l'obligation de proposer aux consommateurs le choix entre crédit amortissable et crédit renouvelable ;
- un montant de 3 000 euros à partir duquel des justificatifs devront être produits par l'emprunteur pour remplir la fiche de dialogue comprenant des informations relatives à l'endettement et au revenu du consommateur ;
- le montant de remboursement anticipé à partir duquel des indemnités de remboursement anticipé peuvent être réclamés par le prêteur à l'emprunteur ; le décret fixe ce montant à 10 000 euros sur douze mois.

2 – L'arrêté du 30 novembre 2010, publié au J.O. du 2 décembre 2010, plafonne à 80 euros le montant des cadeaux offerts lors de la souscription d'un crédit à la consommation.

Ces mesures entreront en application le 1^{er} mai 2011.

Elargissement de la zone euro

Depuis le 1^{er} janvier 2011, l'Estonie est devenue le 17^e pays-membre à rejoindre la zone euro.

Publications

1 - Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Le rapport d'activité 2009-2010 du CCSF est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :
<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-09-10.htm>

2 – Banque de France

- *La médiation du crédit*, Christian Liebert, Direction générale des Activités fiduciaires et de place
- *La loi sur le crédit à la consommation : la protection de la clientèle au cœur de la prévention et du contrôle bancaire et assurantiel*, Cécile Sellier, Secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel
- *Le dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers : les principaux effets de la loi Lagarde*, Mark Béguery, Direction de la Surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière.

Ces articles, publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 182, sont disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul182.htm>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En novembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 1 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,5 % sur un an en novembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en octobre. En novembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9,1 % et de 14,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial a chuté de 55,4 % en glissement annuel à 1,47 milliard d'euros.



La Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 25 décembre 2010 les taux d'emprunt et de dépôts sur un an de 25 points de base pour les porter respectivement à 5,81 % et 2,75 % afin de lutter contre l'inflation. En novembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,1 % en octobre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,2 % sur les onze premiers mois de l'année. En novembre, le taux d'inflation est estimé à 5,1 %. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 22,9 milliards de dollars.



Réforme des règles du système bancaire australien

Le gouvernement australien a présenté, le 12 décembre, une série de mesures destinées à stimuler la concurrence au sein du secteur bancaire, actuellement dominé par les quatre principales banques australiennes (Commonwealth Bank of Australia, National Australia Bank (NAB), Australian and New Zealand Banking Group (ANZ) et Westpac). La réforme prévoit notamment la suppression de certaines pénalités sur les prêts immobiliers, l'élargissement de la garantie publique des dépôts bancaires aux petites banques et le renforcement des contrôles et des poursuites en cas d'entente entre les banques sur les taux d'intérêt.



Repli de la croissance néo-zélandaise au 3^{ème} trimestre

Au troisième trimestre 2010, le PIB néo-zélandais s'est contracté de 0,2 % principalement en raison du repli de l'activité du secteur manufacturier (-1,7 %) et de celui de la construction (-2,5 %). Néanmoins, sur un an, le PIB augmente de 1,4 %. Au 3^e trimestre, la balance des transactions courantes affiche un excédent de 35 millions de dollars néo-zélandais, contre un déficit de 1,9 milliard de dollars néo-zélandais au second trimestre. Cet excédent est imputable aux opérations de réassurance suite au séisme qui a frappé Christchurch le 4 septembre 2010.



3 – Brèves économiques locales

Visite d'une délégation de l'Assemblée nationale

Une délégation composée du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, et de trois députés Claude Greffe, Marylise Lebranchu et Richard Mallié, s'est rendue sur le territoire, du 2 décembre au 5 décembre. Les parlementaires ont pu apprécier l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord de Nouméa, notamment lors de la visite du chantier de l'usine métallurgique du Nord, moteur du rééquilibrage économique entre Provinces.

L'Agence Française de Développement (AFD) accorde un prêt de 1,25 milliard de F CFP à Enercal

L'AFD a approuvé, le 16 décembre, l'attribution d'un prêt de 1,25 milliard de F CFP à Enercal pour financer le programme de raccordement de cinq communes de la Province Nord (Hienghène, Ouégoa, Pouebo, Koumac et Poum) au réseau électrique général. Actuellement, le taux de couverture électrique s'élève à 93 % en Province Nord contre 95 % en Province Sud et 98 % en Province des Îles.

Revalorisation du SMG et du SMAG

Par un arrêté du 30 novembre, le gouvernement a revalorisé le salaire minimum garanti (SMG) et le salaire minimum agricole garanti (SMAG). Depuis le 1^{er} janvier 2011, ceux-ci s'élèvent respectivement à 140 000 F CFP et 119 000 F CFP, contre 132 000 F CFP et 112 200 F CFP précédemment. Cette revalorisation correspond aux engagements pris par le Président du gouvernement lors de son discours de politique générale du 31 août 2009.

Défiscalisation de l'hôtel Sheraton à Gouaro Deva

Le ministère des Finances a agréé, pour un montant de 1,8 milliard de F CFP, la demande de défiscalisation du projet de construction d'un hôtel Sheraton de 180 clés sur le site de Gouaro Deva, à Bourail. Le projet, d'un montant estimé à 8,5 milliards de F CFP (dont 1,5 milliard pour la création d'un parcours de golf, non éligible à la défiscalisation), bénéficiera également d'une défiscalisation locale, à hauteur de 2,3 milliards de F CFP. La construction de cet hôtel constitue l'une des principales composantes du projet d'aménagement touristique du domaine de Deva, dont la gestion est assurée par la société d'économie mixte Mwe Ara. Cette dernière réunit la Province Sud, la commune de Bourail, le Groupement de droit particulier local Mwe Ara et la société de participation bourailaise de Deva.

Projet de convention pour la réalisation du Médipôle de Koutio

Le gouvernement a approuvé, le 28 décembre, le projet d'élaboration d'une convention entre la Nouvelle-Calédonie, l'Agence sanitaire et sociale et le Centre hospitalier territorial Gaston Bourret, afin de définir les modalités de financement et de suivi des travaux du Médipôle de Koutio. D'un montant estimé à 44 milliards de F CFP, le chantier devrait employer 400 personnes durant trois ans.

Transfert de la compétence en matière de sécurité de la navigation maritime dans les eaux territoriales

Conformément à la loi du pays du 30 novembre 2009 concernant les transferts de compétences en matière de police et de sécurité de la circulation maritime, le transfert relatif à la sécurité de la navigation maritime dans les eaux territoriales (l'hydrographie et la signalisation maritime) est effectif depuis le 1^{er} janvier 2011. La signalisation maritime est dorénavant entièrement assurée par le service des Phares et balises de la Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT) tandis que les travaux d'hydrographie seront assurés dans le cadre d'une convention établie entre le gouvernement calédonien, l'État et le Service hydrographie et océanographie de la marine (SHOM). Un rapport sur l'état d'avancement des transferts de compétences est disponible sur le site internet du gouvernement (<http://www.gouv.nc/portal/pls/portal/docs/1/14216004.PDF>).

Adoption des budgets primitifs 2011

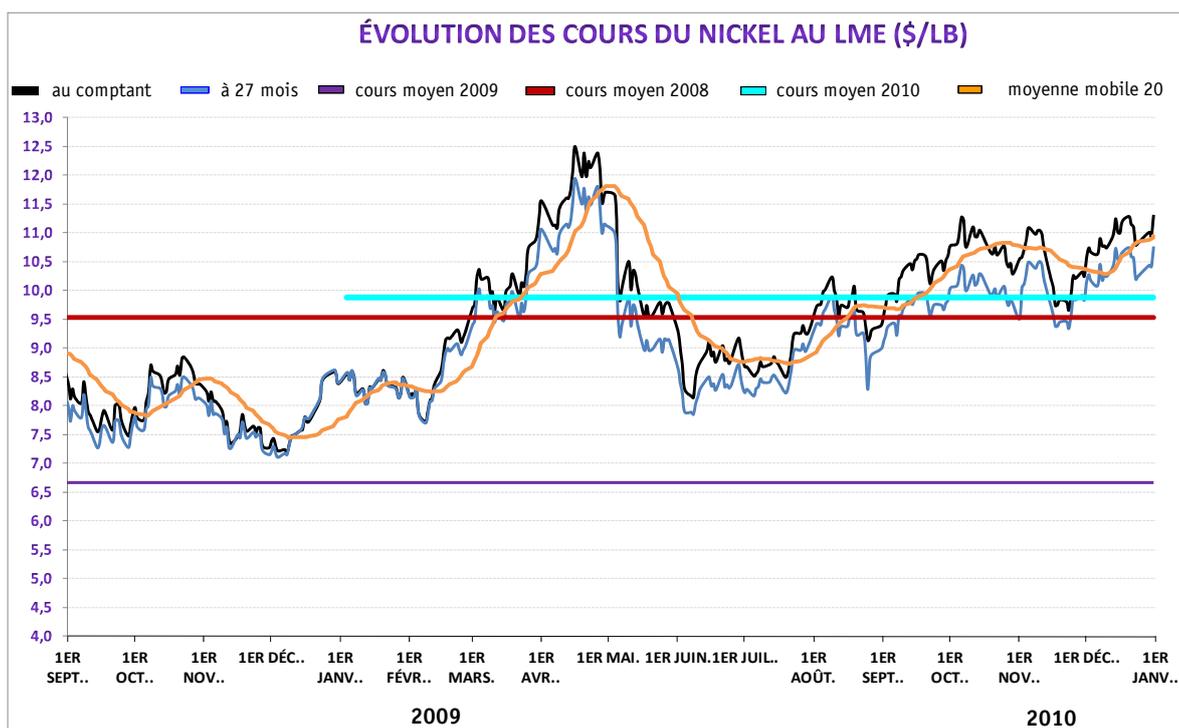
En milliards de F CFP	Budget propre	Variation 11/10
Nouvelle-Calédonie	48,1	7,5%
Province Sud	56,9	2,3%
Province Nord	30,2	11%
Province des Îles	15,4	

Emplois		Ressources			
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Dotations Etat	Dotations NC	Recettes fiscales	Autres
36,6	11,5	0,9	-	30,1	17,1
44,0	12,9	8,1	33,5	4,7	10,6
23,1	7,1	2,5	20,4		7,3
12,8	2,6				

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-10	135,9	0,2%	2,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-10	5 716	-12,6%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-10	9 273	-1,1%	21,7%
	cumulées	nov.-10	108 621	-	44,7%
Importations	mensuelles	nov.-10	39 039	66,2%	126,3%
	cumulées	nov.-10	271 887	-	36,9%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-10	10,93	5,2%	41,3%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-10	986,02	8,4%	55,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-10	605	41,1%	99,9%
	cumulées	nov.-10	4 129	-	40,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	nov.-10	4 022	-10,6%	-6,4%
	cumulées	nov.-10	50 117	-	6,4%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-10	10 149	-8,1%	22,5%
	cumulés	nov.-10	89 149	-	-1,2%
• Nuitées	mensuels	oct.-10	47 225	7,0%	12,1%
	cumulés	oct.-10	429 383	-	-9,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-10	64,50%	+ 3,3 pts	+ 0,1 pts
• Croisiéristes		nov.-10	177 783	-	46,6%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	12 569	-8,7%	13,3%
	cumulées	déc.-10	161 214	-	15,3%
• Index BT 21 (p)		nov.-10	133,41	0,1%	3,3%
• IRL (p)		nov.-10	109,24	0,2%	0,5%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-10	0	ns	ns
	cumulées	nov.-10	737	-	-31,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-10	0	ns	ns
	cumulées	nov.-10	1 011	-	-23,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-10	598	2,7%	17,0%
	cumulées	nov.-10	6 661	-	1,8%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-08	nov.-09	nov.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 612	13 462	13 794	6,7%	2,5%
Dépôts à vue	171 570	185 078	214 864	7,9%	16,1%
Total M1	184 182	198 540	228 658	7,8%	15,2%
M2-M1	71 902	87 506	91 030	21,7%	4,0%
Total M3	401 441	427 559	494 582	6,5%	15,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-08	sept.-09	sept.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	333 030	364 064	393 280	9,3%	8,0%
Ménages (p)	295 374	317 175	349 722	7,4%	10,3%
Collectivités locales (p)	38 913	35 134	50 098	-9,7%	42,6%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	10 082	9 985	3 963	-1,0%	-60,3%
Total encours sain (p)	677 399	726 359	801 191	7,2%	10,3%
Créances douteuses brutes (p)	14 676	15 040	16 420	2,5%	9,2%
Total encours brut (p)	692 075	741 398	813 484	7,1%	9,7%

(p) : Chiffres provisoires

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	déc.-10	1 391	-1,7%	-15,3%
	cumulés	déc.-10	20 220	-	0,1%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	déc.-10	211	5,5%	38,6%
	cumulés	déc.-10	2 104	-	14,2%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

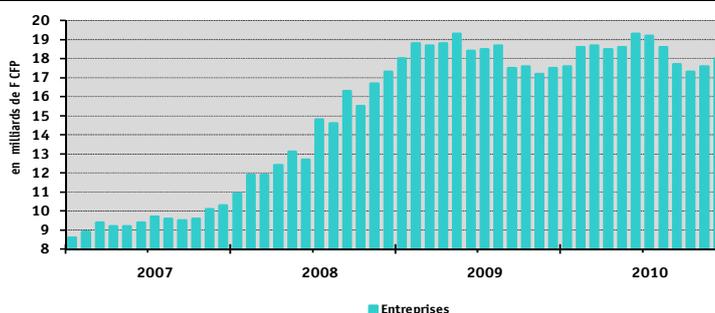
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-10	6 060	-2,5%	2,3%
	dont personnes physiques	déc.-10	5 399	-2,6%	2,1%
	dont personnes morales	déc.-10	661	-1,6%	3,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	déc.-10	9 473	18,0%	26,4%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc.-10	3 423	-1,3%	13,8%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-10	18,0	2,7%	3,0%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	déc	132,3	135,9	2,7
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc	48 733	52 572	7,9%
	dont nb d'entreprises individuelles (a)			
créations d'entreprises	sept	42 664	46 261	8,4%
cessations d'entreprises (p)	sept	3 490	3 947	13,1%
liquidations judiciaires (nb)	sept	1 867	1 776	-4,9%
redressements judiciaires (nb)	déc	115	135	17,4%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	90	96	6,7%
ventes de ciment local (tonnes)	déc	638	661	3,6%
importations ciment (tonnes)	déc	138 141	160 450	16,1%
total ciment (tonnes)	déc	1 717	765	-55,5%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	139 858	161 215	15,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	27 506	33 834	23,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	9 012	9 063	0,6%
	déc	3 973	4 381	10,3%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	82 760	85 863	3,7%
dont secteur privé	sept	59 063	61 780	4,6%
dont secteur public	sept	23 697	24 082	1,6%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	6 017	5 716	-5,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 981	7 325	4,9%
chômeurs indemnisés	oct	1 823	1 770	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	742,4	828,4	11,6%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 288	5 399	2,1%
décisions retraits cartes bancaires	déc	1 842	2 104	14,2%
incidents paiements sur chèques	déc	20 190	20 220	0,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 246	7 366	1,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	15 019	16 804	11,9%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%
Echanges				
nombre de touristes	nov	90 198	89 149	-1,2%
nombre de croisiéristes	nov	121 252	177 783	46,6%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	oct	58,0%	55,8%	-2,1pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	6,64	9,89	48,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	7,74	10,93	41,3%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	2 944	4 129	40,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	12 070	23 752	96,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	47 119	50 117	6,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	55 772	79 119	41,9%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	1 079	737	-31,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 317	1 011	-23,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	69 159	103 882	50,2%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	92%	96%	3,49pt
total des importations (M FCFP)	nov	198 602	271 887	36,9%
total des exportations (M FCFP)	nov	75 054	108 621	44,7%
taux de couverture	nov	37,79%	39,95%	2,2pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	41 058	45 230	10,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	185 078	214 864	16,1%
M1	nov	198 540	228 658	15,2%
M2	nov	286 046	319 688	11,8%
Dépôts à termes	nov	141 188	174 736	23,8%
M3	nov	427 559	494 582	15,7%
P1	nov	4 104	3 960	-3,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31%	4,75%	-0,57 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03%	17,91%	0,88 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	741 398	813 484	9,7%
Ménages	sept	317 175	349 722	10,3%
dont crédits à la consommation	sept	65 236	67 671	3,7%
dont crédits à l'habitat	sept	250 726	277 786	10,8%
Entreprises	sept	364 064	393 280	8,0%
dont crédits d'exploitation	sept	76 084	71 592	-5,9%
dont crédits d'investissement	sept	201 075	213 192	6,0%
dont crédits à la construction	sept	79 611	99 471	24,9%
Collectivités locales	sept	35 134	50 098	42,6%
dont d'investissement	sept	31 421	42 165	34,2%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	9 985	3 963	-60,3%
créances douteuses brutes	sept	15 040	16 420	9,2%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,0%	-0,01 pt
ensemble des actifs financiers	sept	527 346	595 984	13,0%
Ménages	sept	297 045	315 559	6,2%
Sociétés	sept	158 490	194 595	22,8%
Autres agents	sept	71 812	85 830	19,5%
dont assurances-vie	sept	81 162	85 935	5,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Partenariat entre Virgin Blue et Air New Zeland

La Commission Australienne de contrôle de la concurrence (ACCC) et le ministre des transports néo-zélandais ont signé une nouvelle alliance entre les deux compagnies aériennes Virgin Blue et Air New Zeland sur les dessertes aériennes reliant ces deux pays. Les partenaires s'engagent à augmenter leur capacité tout en vendant les billets à moindre prix pour assurer un taux de remplissage économiquement viable. Les voyageurs pourront bénéficier d'un éventail plus large d'options et d'heures de départs à des tarifs compétitifs. Toutefois, le ministre des transports néo-zélandais, Steven Joyce exige des deux compagnies aériennes un compte rendu de la mise en œuvre de cette alliance tous les semestres.

Lancement du prêt à taux zéro en Nouvelle Calédonie

Le prêt à taux zéro (PTZ) entrera en vigueur en Nouvelle-Calédonie le 1^{er} février 2011, à la suite de la signature d'une convention passée entre le gouvernement de la Nouvelle Calédonie et quatre organismes bancaires (BCI, BNC, BNP, et SG). Le système du PTZ est destiné à aider les classes moyennes, les jeunes ménages, les familles monoparentales, pour lesquelles l'accès à la propriété est de plus en plus difficile, du fait de l'explosion des prix du foncier et des coûts de construction. Le montant du PTZ varie en fonction de la composition familiale, le plafond est évalué à 15 millions de F CPF pour une famille dont les revenus annuels n'excèdent pas 3,24 millions de francs pacifique. Les intérêts du prêt sont pris en charge par le gouvernement de la Nouvelle Calédonie via un crédit d'impôt dont bénéficieront les établissements financiers.

Niue : une réorientation possible de l'aide néo-zélandaise ?

Niue, petit Etat océanien insulaire de 260 kilomètres carrés, en libre association avec la Nouvelle-Zélande depuis 1974, est confronté depuis plusieurs dizaines d'années à l'exode massif de sa population qui part s'installer principalement en Nouvelle Zélande. Un récent rapport parlementaire néo-zélandais s'interroge sur la viabilité autant économique qu'institutionnelle de l'île, qui compte à l'heure actuelle moins de douze cents personnes. La population niuéenne vivant à l'étranger est estimée à environ 20 000 personnes. L'économie de l'île dépend totalement de l'aide néo-zélandaise qui représente 21 millions de dollars par an en aide directe au développement, soit 18 000 dollars par habitant recensé, sans aucune véritable retombée au niveau économique. Aussi, la commission parlementaire sur les affaires étrangères préconise que l'aide néo-zélandaise soit utilisée davantage afin de stimuler le secteur privé, pour lui permettre d'atteindre une taille critique. Une piste possible serait d'attirer un opérateur de villages de retraités, qui amèneraient une masse monétaire régulière contribuant à créer des emplois stables ainsi que des entreprises de biens et de services.

3 – Brèves locales

Travaux de protection du littoral

Des travaux de réhabilitation et consolidation en bordure du littoral ont débuté en novembre dernier avec le village de Liku à Wallis par la réalisation d'une digue de 500 mètres. Des opérations du même type se poursuivent dans le village de Falaleu et de Toloke à Futuna. Leur objectif est de protéger les populations habitant au bord de mer contre la montée des eaux (et particulièrement en cas d'événements majeurs) et de freiner l'érosion de la côte, qui s'est accélérée principalement suite aux prélèvements de sable importants et des différents aménagements anarchiques du littoral qui ont modifié les courants marins. Inscrits dans le dernier contrat de développement 2007/2011 sur des budgets du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable, des Transports et Logement, les travaux de protection du littoral sont supervisés par le service Territorial de l'Environnement qui travaille en étroite collaboration avec les chefs de village. Les montants déjà engagés au titre de ce programme s'élèvent à 230 000 €. Des travaux sont prévus tout au long de l'année 2011 sur d'autres sites, à Wallis comme à Futuna, en fonction du niveau de dégradation du trait de cote.

Aides financières pour les sinistrés du cyclone Tomas à Futuna

En vertu de l'arrêté n°2010-240 du 15 novembre 2010, portant attribution d'une aide aux particuliers ayant subi des dommages immobiliers lors du cyclone Tomas en mars dernier, le Payeur du Territoire et 2 de ses agents se sont récemment déplacés à Futuna pour le versement de cette aide. Les critères de sélection des bénéficiaires ont été définis par la commission d'aide aux particuliers, les versements ont été faits soit par virement bancaire, soit en numéraire pour les personnes ne possédant pas de compte bancaire sur présentation d'un justificatif d'identité. Cette aide de l'Etat représente un montant 240 millions de F CFP.

L'activité de l'ADIE à Wallis-et-Futuna depuis son installation

Implantée à Wallis-et-Futuna depuis novembre 2009, le bureau de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a accordé en 13 mois d'activité 62 microcrédits pour un montant total de 20,4 millions de F CFP. Les trois quart des bénéficiaires appartiennent au secteur de l'agriculture, de la pêche ou de l'artisanat. L'ADIE propose par ailleurs des services d'accompagnement, dont ont pu bénéficier 70 % de ses clients, sous la forme de formations collectives et d'accompagnement individuel. Pour 2011, l'ADIE prévoit une montée en charge de son activité avec l'octroi d'une centaine de microcrédits environ.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3eT 2010	104,5	-	3,4%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3%	3%
Nombre d'emplois salariés		juin-10	2 007	-	-1%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-10	566	-12%	59,7%
	cumulées	déc-10	5 737	-	22,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-10	119	8%	68%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	déc-10	976	-	13,4%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-10	364	-	-1,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		3eT 2010	4 707	-	-6,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	685	-1%	5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	185	10%	10%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-10	2 981	25%	-3%
	cumulé	déc-10	28 654	-	16,5%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-10	1 417	31%	-1,5%
	cumulé	déc-10	13 191	-	-0,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-10	4	-20%	-20%
	cumulées	déc-10	51	-	-13,6%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		déc-10	14	17%	56%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et baisse sur l'année

en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 929	2 011	1 989	-1,1%	3,1%
Dépôts à vue	3 399	2 939	3 337	13,5%	-1,8%
Total M1	5 328	4 950	5 326	7,6%	0%
M2-M1	647	547	571	4,4%	-11,7%
Total M3	6 640	6 014	6 413	6,63%	-3,4%

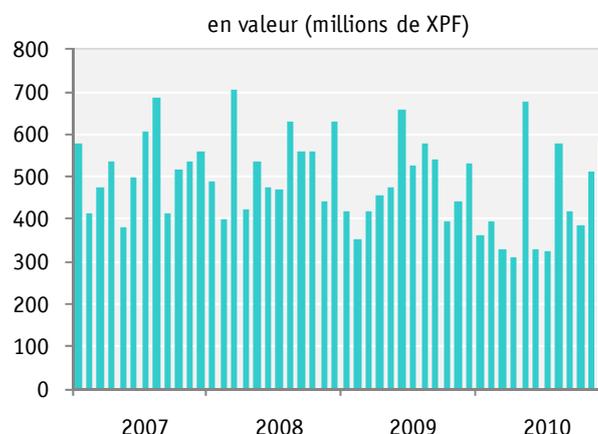
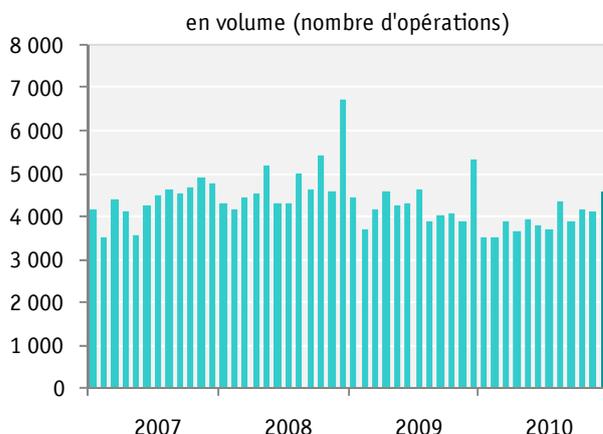
Concours à caractère bancaire

Poursuite de la baisse des concours bancaires

en millions de F CFP	sept-08	sept-09	sept-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 000	995	826	-0,5%	-17%
Crédits à l'équipement	1 714	1 503	1 332	-12,3%	-11,4%
Crédits à l'habitat	656	507	374	-22,7%	-26,2%
Autres crédits	400	378	456	-5,6%	20,5%
Sous total	3 771	3 383	2 987	-10,3%	-11,7%
Créances douteuses brutes	707	763	777	7,9%	1,9%
Total	4 478	4 146	3 764	-7,4%	-9,2%

Poursuite de la hausse des opérations de compensation

	déc-09	nov-10	déc-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	5 317	4 100	4 576	42 480	11,6%	-13,9%
Compensation (en millions de CFP)	532	512	582	4 625	13,8%	9,4%



Incidents bancaires

Baisse générale des incidents de paiement par chèque

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	77	44	70	831	59,1%	-9,1%
Retraits de cartes bancaires	0	1	0	22	-100%	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	440	447	421	-5,8%	-4,3%
- dont personnes physiques	429	435	409	-6,0%	-5%
- dont personnes morales	11	12	12	0%	9%

Cotation

Diminution continue du nombre d'entreprises éligibles sur l'année

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	52	40	38	-5%	-27%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	13	8%	-27,8%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

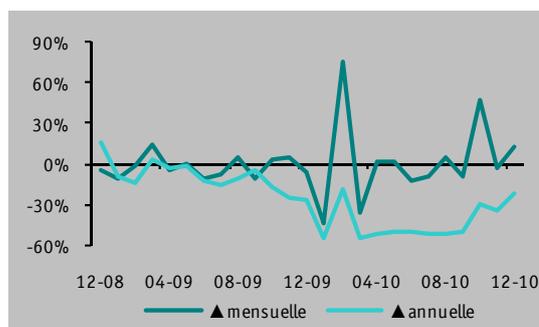
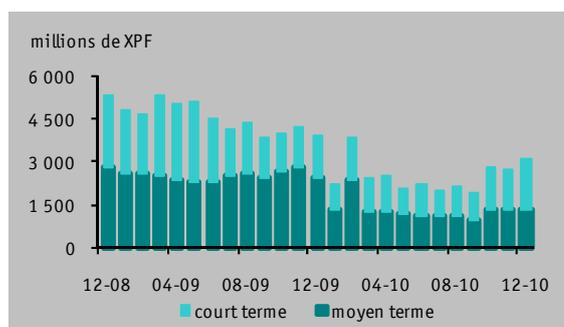
	date	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	sept	101,03	104,5	3%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	700	625	-11%
créations	sept	13	11	-15%
fermetures	sept	5	75	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	140	137	-2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	déc	670	774	16%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	déc	84	128	53%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	76	67	-12%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 027	2007	-1%
dont secteur privé	juin	796	827	4%
dont secteur public	juin	1 231	1180	-4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486,4	3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 278	5224	-1%
décision retrait cartes bancaires	déc	15	22	47%
incidents paiements sur chèques	déc	1 110	831	-25%
importations de produits alimentaires (M XPF)	déc	1 413	1 755	24%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	déc	683	724	6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	déc	204	242,8	19%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	76	53	-30%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	déc	4 696	5737	22%
exportations	déc	-	-	-
recettes douanières	déc	1 273	1395	10%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	déc	861	976	13%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	déc	401	409	2%
Indicateurs financiers				
Dépôts à vue	nov	3 399	3 337	-2%
M1	nov	5 328	5 326	0%
M2	nov	5 975	5 897	-1%
Dépôts à terme	nov	665	516	-22%
M3	nov	6 640	6 413	-3%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 510	1219	-19%
dont crédits à la consommation	sept	999	846	-15%
dont crédits à l'habitat	sept	507	374	-26%
Entreprises	sept	1 387	1123	-19%
dont crédits d'exploitation	sept	228	64	-72%
dont crédits d'investissement	sept	1 140	1 009	-11%
dont crédits à la construction	sept	0	0	-
Collectivités locales	sept	363	322	-11%
Autres agents et CCB non ventilés	sept	124	84	-32%
créances douteuses brutes	sept	763	777	2%
taux de créances douteuses	sept	18,4%	23%	+ 4,6 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 725	2 990	10%
Sociétés	sept	2 301	1 302	-43%
Autres agents	sept	4 075	4 850	19%
dont assurances-vie	sept	795	883	11%

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Contraction du refinancement en rythme annuel

en millions de F CFP	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 523	1 388	1 706	22,9%	12,0%
Utilisations à moyen terme	2 376	1 324	1 331	0,5%	-44,0%
Refinancement total	3 899	2 712	3 037	12,0%	-22,1%



Cotation

Hausse sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au refinancement de l'IEOM, mais baisse sur l'année

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	4 960	6 332	6 367	0,6%	28,4%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 419	1 196	1 228	2,7%	-13,5%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 464	1 438	1 452	1,0%	-0,8%

Compensation

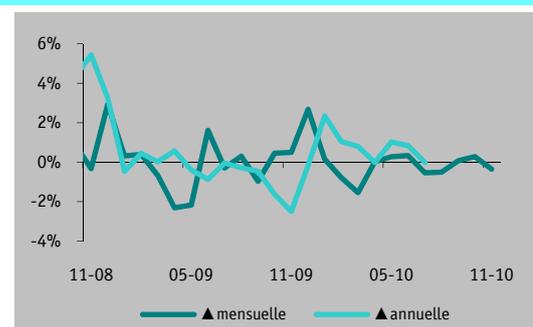
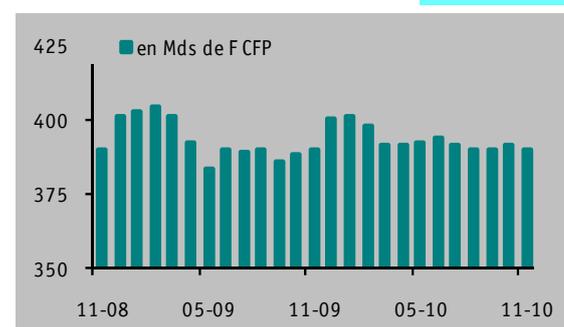
Progression sur le mois des valeurs échangées

	nov-10	déc-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	993 790	1 232 501	24,0%	11 938 426	-4,5%
Montant (millions de F CFP)	88 994	106 778	20,0%	1 102 300	-3,7%

Masse monétaire

Stagnation tant sur le mois que sur l'année

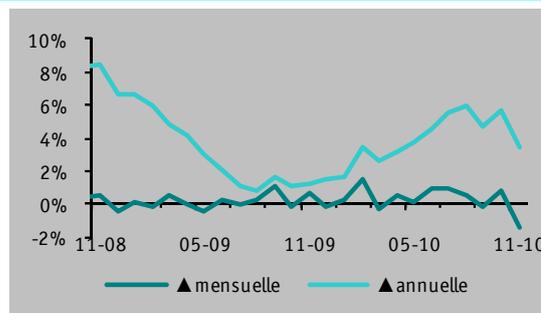
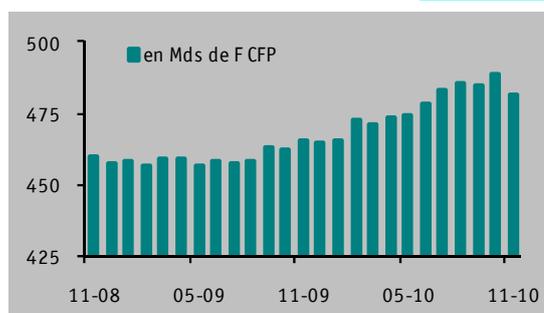
en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 034	14 222	16 518	16,1%	17,7%
Dépôts à vue	155 677	155 650	153 461	-1,4%	-1,4%
Comptes sur livrets	108 100	108 212	107 784	-0,4%	-0,3%
Comptes d'épargne logement	214	219	224	2,1%	4,6%
Dépôts à terme	102 231	108 297	107 416	-0,8%	5,1%
Autres	9 298	4 353	4 085	-6,2%	-56,1%
Total M3	389 554	390 953	389 488	-0,4%	0,0%



Concours des banques locales à l'économie

Recul sur le mois de novembre de l'encours des crédits bancaire octroyés

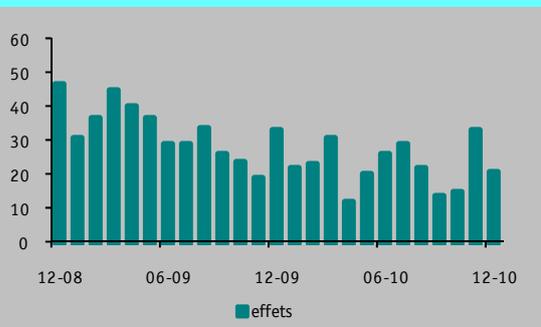
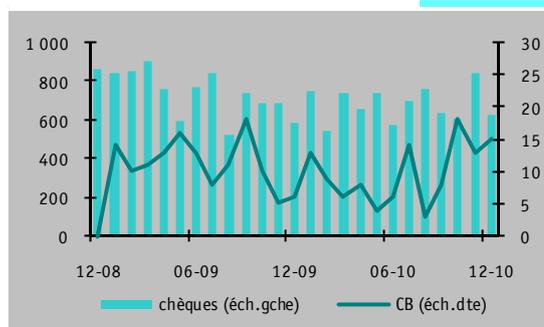
en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	133 008	138 704	135 694	-2,2%	2,0%
Crédits d'équipement	65 895	62 692	62 515	-0,3%	-5,1%
Crédits à l'habitat	155 011	155 532	154 767	-0,5%	-0,2%
Autres crédits	73 516	83 677	76 393	-8,7%	3,9%
Créances dout. brutes	37 719	48 038	51 944	8,1%	37,7%
Total CCB	465 150	488 643	481 313	-1,5%	3,5%



Incidents de paiement

Repli du nombre d'incidents de paiement sur le mois

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	620	884	662	-25,1%	6,8%
- sur chèques	581	838	626	-25,3%	7,7%
- sur effets	33	33	21	-36,4%	-36,4%
- retraits de cartes bancaires	6	13	15	15,4%	150,0%



Interdits bancaires

Recul en décembre du nombre de personnes physiques et morales frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 823	3 804	3 725	-2,1%	-2,6%
- dont personnes physiques	3 389	3 364	3 295	-2,1%	-2,8%
- dont personnes morales	434	440	430	-2,3%	-0,9%

3 – Brèves économiques locales

Le logement social

Mise en œuvre d'un programme de 120 logements

Conformément à la loi de Finances pour 2011, qui prévoit la cession gratuite de terrains appartenant à l'Etat, le domaine Labbé (côte est de Tahiti) devrait accueillir un ensemble de 120 logements sociaux. Par le biais du Contrat de projets 2008-2013, l'Etat et la Polynésie française ont désigné l'Office polynésien de l'habitat (OPH) pour la réalisation de cet ensemble. Outre les habitations, il comprendra également des équipements de loisir (aire de jeux pour les enfants, pour la pratique sportive...). Doté de 2,7 milliards de F CFP, il devrait démarrer courant 2011 pour une livraison en 2013.

Haut-commissariat

Départ de Adolphe Colrat

Le 7 janvier, Adolphe Colrat, haut-commissaire en Polynésie française depuis juillet 2008, quitte le pays pour rejoindre sa nouvelle affectation, la préfecture de Meurthe et Moselle. Il est remplacé par Richard Didier, qui a déjà une expérience de l'outre-mer ; en effet, il a été secrétaire général pour les affaires économiques en Guyane, puis conseiller du Président de la République pour l'outre-mer et enfin préfet de Wallis & Futuna.

Agriculture

Création d'une structure centralisée de commercialisation des produits agricoles

Fin décembre, le président du Pays a signé, avec les partenaires privés du projet, les accords instituant la SA Kai Hotu Rau. Cette société, détenue à 49 % par des actionnaires privés et à 51 % par le Pays, a pour but d'améliorer la commercialisation, la production, la qualité des produits et les revenus des producteurs, en permettant la structuration de l'ensemble de la filière agricole.

Doté d'un capital de 200 millions de F CFP, la SA Kai Hotu Rau a pour vocation première d'assurer la collecte des fruits et légumes provenant des archipels éloignés, et de prendre en charge toute la chaîne de commercialisation, depuis le tri jusqu'à la vente, en passant par le nettoyage et le calibrage des produits. Son action doit permettre d'une part, de garantir la régularité de l'approvisionnement, d'autre part, la stabilité et l'accroissement des revenus des agriculteurs, le déchargeant de toutes les tâches non liées directement à la production.

Néanmoins, la nouvelle structure ne fait pas l'unanimité, la Fédération des agriculteurs n'y étant pas partie prenante.

Comparaison spatiale des prix Polynésie française/France métropolitaine

Diffusion d'une étude CEROM sur les écarts de prix entre la Polynésie française et la Métropole

En mars 2010, une enquête a été menée afin d'établir des relevés de prix dans les deux géographies. Puis une comparaison portant uniquement sur les prix et fondée sur un même panier de produits consommés par les ménages a été établie, sans considération pour le revenu disponible.

Il ressort que les prix sont en moyenne 26 % plus élevés en Polynésie française qu'en Métropole. Toutefois, les différences de modes de vie des ménages polynésiens et français impliquent des structures de consommation hétérogènes ; ainsi en Polynésie française, l'alimentaire compte pour environ 25 % du budget des ménages, il ne représente que 15 % de celui des ménages français. De même, le budget des loisirs atteint 10 % du total en France contre seulement 5 % en Polynésie française.

L'étude s'est donc attachée à comparer également en fonction de la structure des dépenses : un ménage métropolitain qui ne modifierait pas son comportement de consommation subirait une hausse de 51 % de son budget en Polynésie française alors qu'un ménage polynésien s'installant en France dans les mêmes conditions verrait le sien diminuer de 5 %.

Comptes 2010 de la CCISM

Déficit de 41 millions de F CFP pour la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers

L'assemblée générale de la CCISM, qui s'est tenue fin novembre dernier, a constaté, à l'arrêt des comptes provisoires 2010, un accroissement des charges de 117 millions de F CFP (+ 17 % par rapport à 2009). Cette évolution s'expliquerait, pour une part importante, à des dépenses exceptionnelles, effectuées notamment à l'occasion de l'exposition universelle de Shanghai (89 millions) et de la célébration des 130 ans de la CCISM (15 millions).

Afin de préserver l'équilibre des comptes requis par ses statuts, la CCISM a dû prélever 41 millions de F CFP sur ses réserves.

Chèque emploi service aux particuliers

Un dispositif de lutte contre le travail non déclaré

Trois mois après son lancement, en septembre dernier, la ministre du travail et de l'emploi, présente un premier bilan encourageant sur le chèque emploi service aux particuliers.

Il aurait permis l'embauche de 307 personnes et l'émergence de 324 employeurs particuliers. Sur les 20 000 prévus au départ, 14 000 chèques avaient été vendus au 31 décembre 2010.

Pour 2011, le gouvernement espère la création de 1 300 emplois supplémentaires.

Dispositifs pour le logement

Adoption des PAP et PIL à l'APF

Le 14 janvier 2011, la commission permanente de l'Assemblée de Polynésie française (APF) a voté les projets de délibération relatifs au prêt d'accès à la propriété (PAP) et au prêt incitatif au logement (PIL). Compléments des mesures adoptées en septembre 2010, ils vont permettre de répondre à la centaine de demandes non encore satisfaites.

4 – Brèves économiques régionales

Inondations en Australie

Conséquences sur la croissance australienne et les cours internationaux des matières premières

Les inondations exceptionnelles qui touchent le nord-est de l'Australie depuis la fin de l'année 2010 concernent plus particulièrement deux secteurs, l'industrie minière et l'agriculture. Mme Bligh, premier ministre du Queensland, annonce que la production a dû s'interrompre dans 75 % des mines de charbon. Pour ce qui est des productions agricoles, la zone touchée représente 42 % de la récolte nationale de blé et 75 % de celle de colza.

Or, l'Australie est un exportateur majeur de matières premières, fournissant la moitié du coke consommé par l'industrie sidérurgique mondiale. Ces événements ont contribué à alimenter les tensions sur les cours mondiaux des matières premières. En l'espace d'un mois, le charbon sidérurgique a vu son cours passer de 225 US\$ la tonne à 253 et le cours du blé a progressé de plus de 20 %.

A court terme, les intempéries pourraient coûter à l'Australie plus de 10 milliards d'euros de pertes, soit un demi à un point de PIB. Néanmoins, grâce au soutien de la demande asiatique et aux besoins de la reconstruction, l'activité devrait se reprendre dès le second semestre 2011.

Perspectives de croissance en Nouvelle-Zélande

Rebond probable au 4^e trimestre 2010 après le repli du PIB au 3^e trimestre

La difficile reprise de l'économie néo-zélandaise s'est illustrée par un recul du PIB de 0,2 % au 3^e trimestre 2010, et une révision à la baisse au 2^e trimestre, de + 0,2 % à + 0,1 %. Parmi les plus fortes contributions à la baisse sur la période juillet-septembre, figurent le secteur primaire et la construction.

L'enquête réalisée au 4^e trimestre par le New Zealand Institute of Economic Research (NZIE) témoigne de l'amélioration de la confiance des entreprises, le solde d'opinion passant de - 8 % à + 3 % (cvs). Même si le rebond concerne majoritairement les grandes entités et l'île du Nord, l'île du Sud ayant été touchée par un puissant séisme en septembre dernier, la plupart des secteurs économiques ressentent une embellie en décembre.

Toutefois, les experts du NZIER estiment que la faiblesse du marché immobilier et la politique de restriction budgétaire du gouvernement risquent de peser, à moyen terme, sur les perspectives de croissance.

Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc.	102,6	103,6	104,4	0,7%	1,7%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct.	122,6	120,4	120,2	-0,2%	-2,0%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	déc.	1 312	1 199	1 038	-13,4%	-20,8%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	déc.	12 849	13 259	14 035	5,9%	9,2%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	nov.	2 000	2 552	2 300	-9,9%	15,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct.	200	168	154	-8,3%	-23,0%	
	<i>Camions</i>	oct.	11	6	2	-66,7%	-81,8%
	<i>Camionnettes</i>	oct.	189	162	152	-6,2%	-19,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc.	434	440	430	-2,3%	-0,9%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	nov.	2 288	1 926	2 394	24,3%	4,6%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	nov.	2 709	2 661	3 123	17,4%	15,3%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	oct.	423	369	367	-0,5%	-13,2%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc.	3 389	3 364	3 295	-2,1%	-2,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	nov.	2 810	577	754	30,6%	-73,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	nov.	63	79	60	-24,3%	-5,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	nov.	107	130	131	0,4%	22,5%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	nov.	93	177	149	-16,0%	59,4%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	nov.	30	31	33	6,1%	9,6%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	nov.	107	97	63	-35,0%	-40,7%	
Tourisme							
Trafic aérien (nb)	oct.	45 586	42 777	48 162	12,6%	5,7%	
Nombre de touristes	sept.	14 888	15 087	15 160	0,5%	1,8%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc.	41,7%	63,3%	49,9%	-13,4pts	+ 8,2pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
<i>(Encours banques locales en M FCFP)</i>							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	nov.	57 118	58 327	56 988	-2,3%	-0,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	nov.	101 256	102 809	101 607	-1,2%	0,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	nov.	55 414	51 607	52 544	1,8%	-5,2%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	nov.	74 716	80 111	81 612	1,9%	9,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	nov.	35 547	43 878	38 022	-13,3%	7,0%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	nov.	89 689	85 816	81 646	-4,9%	-9,0%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	nov.	129 850	132 356	132 160	-0,1%	1,8%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	nov.	41 679	50 938	52 286	2,6%	25,5%
	<i>Crédits d'équipement</i>	nov.	56 588	53 421	53 246	-0,3%	-5,9%
Créances douteuses							
	<i>Créances douteuses brutes</i>	nov.	37 528	47 992	51 940	8,2%	38,4%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,8170%	0,5390%	+ 0,278 pt	0,4100%	+ 0,407 pt
EURIBOR 1 mois	0,7820%	0,8100%	- 0,028 pt	0,4530%	+ 0,329 pt
EURIBOR 3 mois	1,0060%	1,0280%	- 0,022 pt	0,7000%	+ 0,306 pt
EURIBOR 6 mois	1,2270%	1,2600%	- 0,033 pt	0,9940%	+ 0,233 pt
EURIBOR 12 mois	1,5070%	1,5300%	- 0,023 pt	1,2480%	+ 0,259 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,4902%	0,5777%	+ 0,239 pt	0,3476%	+ 0,469 pt
EURIBOR 1 mois	0,8110%	0,8330%	- 0,022 pt	0,4790%	+ 0,332 pt
EURIBOR 3 mois	1,0220%	1,0420%	- 0,020 pt	0,7120%	+ 0,310 pt
EURIBOR 6 mois	1,2510%	1,2690%	- 0,018 pt	0,9950%	+ 0,256 pt
EURIBOR 12 mois	1,5260%	1,5400%	- 0,014 pt	1,2420%	+ 0,284 pt
TMO	3,5900%	3,2500%	+ 0,340 pt	3,7400%	- 0,150 pt
TME	3,3900%	3,0500%	+ 0,340 pt	3,5400%	- 0,150 pt
TRBOSP	3,6500%	3,3700%	+ 0,280 pt	3,7600%	- 0,110 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,250%	0,145%	0,080%	0,140%	0,430%	0,490%	0,500%	0,465%
3 mois	0,476%	0,435%	0,375%	0,110%	0,350%	0,305%	0,820%	0,800%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,310%	2,790%	3,840%	1,120%	1,180%	nd	3,400%	3,240%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,3068	1 NZD/XPF	69,3789	1 HKD/XPF	11,4901	1 GBP/XPF	138,6369	
100 JPY/XPF	109,8313	1 AUD/XPF	90,8433	1 SGD/XPF	69,6380	100 VUV/XPF	93,8452	1 FJD/XPF	48,8964

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : janvier 2011 – Achevé d'imprimer le 20 janvier 2011 – N°ISSN 1955-8376

